

Le titre de ce livre retient l'attention : **NE PAS PERDRE SA VIE À LA GAGNER** .
Avec en sous titre : « **Pour un revenu de citoyenneté** » . Auteur : Baptiste MYLONDO

La préface de Paul Ariès donne un cadre propice à une discussion constructive :

« L'adoption d'un revenu Universel d'Existence Inconditionnel serait-il l'un des chemins permettant d'inverser le cours de cette histoire folle qui broie autant les humains que la planète? Trois grandes raisons permettent de le penser et de tenter cette aventure.

Déjà parce que le revenu Universel d'existence dans la mesure où il est inconditionnel , c'est à dire versé à chacun quels que soient ses revenus, renoue avec la notion de gratuité. Or la gratuité nous semble être le socle de tout projet alternatif au productivisme capitaliste. Toute société est toujours fondée sur un interdit majeur qui la structure: ainsi la monarchie repose sur l'interdit du régicide, le capitalisme 'premier' genre sur l'interdit du vol, etc. L'hyper capitalisme actuel repose sur l'interdit de la gratuité comme le prouvent le démantèlement des services publics, la marchandisation du vivant, la vénalisation des biens communs. (page 8 et 9)

Après la lecture de ce texte de B. Mylondo , une première question se pose : l'auteur de la préface a-t-il lu le même texte que nous ? N'aurait-il pas par hasard écrit sa préface pour un autre texte ?

Cette question reste sans réponse . Pour essayer d'y voir clair, il nous faut analyser le contenu des propos de Mr Mylondo .

Ce livre : **Ne pas perdre sa vie à la gagner ; pour un revenu de citoyenneté** ; se présente en deux parties : Livre I : Abolir le culte du travail

Livre II : Garantir le revenu .

Voici les chapitres de ce livre II qui ont retenu toute notre attention :

Page 66 **Il n'y a pas d'inutiles au monde**

' 68 Utilité sociale ou inutilité lucrative

' 71 Droit au revenu et droit au loisir

' 75 **Les multiples vertus du revenu de citoyenneté**

' 76 Simplifier et refondre la protection sociale

' 78 Repenser la lutte contre le chômage et les politiques de l'emploi

' 80 Réduire les inégalités et les injustices sociales

' 85 **Une impasse comptable ?**

' 87 Les transferts budgétaires

' 94 Une refonte de l'impôt sur le revenu

' 100 **Une question d'équilibre**

' 103 La désincitation au travail , un risque exagéré

' 107 Abolir la contrainte , préserver l'incitation

' 111 L'effet balancier

' 115 **Une société juste, équitable et économe**

' 116 Une société économe

' 120 Une société juste

' 126 Une société équitable

' 134 **Conclusion**

Notre propos n'étant pas de trahir la pensée de l'auteur , nous ferons appel régulièrement à des passages de ce Livre II .

Une première question sur les termes employés : l'auteur Mylondo parle de « Revenu de citoyenneté », alors que dans la préface Ariès parle « d'un revenu universel d'existence inconditionnel ». Est ce bien la même chose ? Ce n'est pas sûr .

Afin de pouvoir suivre notre démarche jusqu'à sa conclusion nous proposons quatre points .

1. Dans quel cadre se place la proposition de revenu de citoyenneté ?
2. Ce que ne remet pas en cause ce revenu de citoyenneté
3. Ce qui est absent de cette analyse
4. Qu'est ce qu'il y a derrière cette approche ?

I Dans quel cadre se place la proposition de revenu de citoyenneté ?

L'auteur (page 63) nous en donne l'origine :

« Elle apparaît ainsi sous des vocables variés: revenu universel , revenu d'existence, revenu social garanti , allocation universelle ou encore revenu de citoyenneté. Les arguments avancés pour justifier cette idée sont d'ailleurs tout aussi divers. Malheureusement , ce foisonnement intellectuel séculaire peine à prendre pied dans le champ politique. A ce jour , l'unique expérimentation d'un revenu de citoyenneté est le fait de l'Alaska qui met à profit sa rente pétrolière. Mais puisque tout le monde ne dispose pas d'un puits de pétrole dans son jardin, l'expérience Nord Américaine n'est guère reproductible [...] En France ,seule l'UMP Christine Boutin défend cette idée dans sa version très libérale. A gauche , une frange des verts et le courant du PS 'Utopia' y font également référence sans en faire pour autant une proposition concrète ».

L'auteur ne nous fait pas part du détail de l'expérience de l'Alaska, mais il nous confirme bien que ce revenu de citoyenneté est parfaitement compatible avec le système capitaliste.

A aucun moment dans ce livre II ,il n'est fait référence à la suppression de la propriété privée et du mode de production capitaliste . Bien au contraire ,page 74 il nous explique que ce revenu de citoyenneté : *« Il permettrait également rappellent certains de faire face tant bien que mal à un chômage que les mutations actuelles du capitalisme et du monde du travail tendent à rendre inéluctable pour une large part de la population active ».*

Le terme « citoyenneté » n'est pas là par hasard, il renvoie aux états nationaux et au cadre actuel de chaque pays capitaliste. La formulation de Paul Ariès « Un revenu universel d'existence inconditionnel », fait référence à la planète et non au cadre national d'un état construit sur le pillage de colonies pendant des siècles .

Toute la démonstration de Mylondo sur la faisabilité de ce revenu de citoyenneté, se base sur ce qu'il appelle « les transferts budgétaires » . Graphiques à l'appui, il donne au pouvoir en place une leçon de bonne gestion des finances publiques (de la page 87 à la page 98).

Nous ne sommes pas dans le cadre d'un projet alternatif au capitalisme, comme semble le penser Ariès , mais dans le cadre d'un aménagement compatible avec le capitalisme.

« Ainsi l'on peut s'interroger sur l'impact du montant du revenu de citoyenneté sur le niveau de vie, mode de vie, sur l'incitation au travail, ou encore sur la compétitivité de l'économie ». (page 98). Nous sommes bien dans le cadre du marché mondial capitaliste , où notre économie nationale doit rester compétitive. De cela va découler toute une longue interrogation sur ce que l'auteur appelle : « l'effet balancier » . cet effet balancier n'est rien d'autre que la loi de l'offre et de la demande, réactualisée à la sauce équitable . Les lois du marché restent les fondements de ce bricolage .

II Ce que ne remet pas en cause le revenu de citoyenneté.

Pour aller à l'essentiel de notre analyse , ce revenu ne remet pas en cause l'exploitation de l'homme pauvre par l'homme riche. Si l'auteur parle de redistribution des richesses , c'est pour mieux ne pas toucher aux richesses immenses des puissants et pour ne parler que des miettes de ce festin, qu'il faudrait savoir partager au mieux de l'intérêt général , pour calmer les pauvres et ne pas faire de peine aux riches .

Ce que ne remet pas en cause cet ouvrage, c'est la loi du marché , basée sur l'appropriation privée de la terre et des moyens de production et d'échange . Vous avez l'immense honneur de naître dans une famille riche, qui possède des maisons et des actions dans une centaine de sociétés , tout cela va vous être transmis par héritage ; on ne touche pas à la propriété privée !

Le revenu de citoyenneté perpétue les inégalités sociales en allongeant un tout petit peu la laisse qui est au cou du pauvre . Il accorde au pauvre le droit de compter les biens du riche et le droit de faire du surf sur une planche ,s'il habite le bord de la mer .

III Ce qui est absent de cette analyse .

Il n'est rien dit dans ce texte de la vie de milliards d'individus qui n'ont pas la chance d'être citoyen de France; et donc de bénéficier de ce revenu .

Que faire de ces 80% de l'humanité dont le capitalisme n'a pas besoin, parce qu'ils n'ont pas les moyens de consommer? Il n'est pas question de les mettre au travail puisque le système croule déjà devant une crise de surproduction mondiale . C'est de cela que discutent les riches et leurs contre-maitres politiciens au forum mondial de DAVOS (Suisse)

Mr Mylondo ne nous dit rien de ce qui est en dehors de sa bulle citoyenne nationale. Peut on sérieusement envisager un îlot de tranquillité dans un monde en guerre , où la misère est la règle générale ?

Mr Mylondo ne nous dit rien non plus de ce qu'il compte faire des millions de fonctionnaires de l'état et des collectivités publiques. Toute sa démonstration semble concerner le privé .

Comment peut-il envisager le fonctionnement des services publics encore existants ? Est ce qu'un tel service est encore compatible avec ce qu'il nomme l'effet balancier?

page 111 « Si l'on considère que les principales motivations au travail sont financières aujourd'hui[...], la probabilité que certains délaissent leur emploi n'en devient que plus forte. Un tel comportement , aussi rationnel que légitime, aurait toute fois un impact économique décisif s'il se généralisait. Une baisse de l'activité économique serait inévitable, entraînant avec elle une baisse du revenu de citoyenneté. »

Qu'en est-il d'une baisse des activités non directement économiques , c'est à dire non directement productives de richesses ? Les enseignants , les personnels soignants, les services sociaux, etc. ,s'ils participent à la richesse globale, ne sont pas directement producteurs de richesse matérielles.

Mr Mylondo envisage-t-il que ces personnes puissent se satisfaire du revenu de citoyenneté ? Et qu'elles puissent arrêter leurs activités pour ne les reprendre que lorsque le revenu de citoyenneté sera devenu trop faible pour qu'elles puissent en vivre ?

Ce qui n'est pas précisé non plus , c'est l'étendu de la citoyenneté . Un détenu en prison est un citoyen , va-t-il normalement bénéficier du revenu ? Et qu'en est-il des millions de citoyens qui ne bénéficient pas des minima sociaux comme dans les DOM TOM ? Ces citoyens de seconde zone sont ils inclus dans la distribution de ce revenu ? Pour ne prendre qu'un exemple, les habitants de la Guyane dite française qui ne bénéficient pas des mêmes droits que les nationaux de métropole , resteront-ils des citoyens de seconde zone ? Ou auront-ils le droit au revenu de citoyenneté ? Dans ce cas il faut que Mr Mylondo révise tous ses calculs

Pour en terminer avec cette question de qui a droit au revenu , il n'est pas possible d'évacuer la question des travailleurs sans papiers qui ne sont pas citoyens à part entière .

Vont-ils continuer à travailler dans l'illégalité comme maintenant ? Ou vont-ils accéder à la citoyenneté et à son revenu ,puisqu'ils contribuent à la production de la richesse nationale .

Ces quelques exemples démontrent que la copie est à refaire en totalité .

IV Qu'est ce qu'il y a derrière cette approche ?

Il y a une tentative de faire durer les bases du système capitaliste et de dévoyer les analyses sur la question de la « décroissance » .

A la fin de son texte Mylondo parle un peu de la décroissance, bien qu'il n'ait pas jugé utile de lui consacrer un chapitre.

Page 118 « *Pas de décroissance sans critique de la croissance et de la consommation, donc . Le revenu de citoyenneté peut-il être porteur de cette critique radicale? Peut-il rendre possible et surtout soutenable une baisse d'activité économique ? A première vue, le lien entre revenu de citoyenneté et critique de la croissance n'a rien d'évident .* »

« *Le revenu de citoyenneté met à bas la norme du travail à plein temps . Si comme nous l'avons vu , nous vivons au dessus de nos besoins, du fait du devoir d'achat imposé par la valeur travail , ...* »

La satisfaction des besoins humains étant notre objectif, il nous semble plus qu'aventureux de dire que nous vivons au dessus de nos besoins. Ce n'est pas ce monsieur qui va décider pour nous si nos besoins sont satisfaits en qualité et en quantité .

La question de la décroissance ne se pose pas dans ces termes . Il aurait été intéressant que l'auteur nous parle des milliards d'euros consacrés à l'armée, aux industries d'armement, et à ces activités parasites comme la publicité et le marketing.

Les deux piliers d'une politique de décroissance sont pour nous, la ré- appropriation et la répartition des richesses existantes d'une part et l'extension de la gratuité à tous les secteurs vitaux , accompagnée par la taxation dissuasive de tout ce que Ariès appel le mésusage .

Il n'est pas question de revenir à une « sous vie » dont la lampe à huile et la snobe frugalité volontaire seraient les emblèmes . Notre société a les moyens d'assurer une vie digne pour tous les habitants de la planète .

Arrêter la course à la croissance capitaliste et à son pendant marxiste : « le développement des forces productives », c'est avant tout promouvoir la qualité, en refusant d'être dans la quantité . Le gâteau capitaliste ne nous convient pas , il est immangeable , nous ne demandons pas une part plus grosse , mais autre chose à manger . Tant que l'on reste en système capitaliste , toute forme de décroissance économique ne peut-être qu'assimilée à une récession; c'est pour cela qu'il y a une incompatibilité totale entre le capitalisme et une société de décroissance ou de NON CROISSANCE.

Le pillage des ressources naturelles et l'exploitation de l'homme pauvre par l'homme riche n'ont pas de terme dans cette société . C'est un mouvement sans fin qui passe régulièrement par des périodes de destructions massives, nécessaires pour la relance de la machine à profit .

Il faut sortir du tout quantitatif et arrêter de casser pour réparer, de polluer pour mieux dépolluer, de rendre malade les populations par les produits chimiques et le nucléaire pour mieux les soigner après . C'est de cette logique mortifère qu'il faut sortir . D'où l'importance du bon usage de ce nous produisons pour satisfaire nos besoins, et de la nécessité de taxer tout ce qui relève d'un mauvais usage, faute de pouvoir le supprimer immédiatement .

Toute la fin du texte de Mr Mylondo sur une société juste,équitable et économe , est un modèle d'hypocrisie de ce que peut produire l'idéologie de la bourgeoisie .

Ce chapitre commence par ces mots :

« *L'idée d'un revenu de citoyenneté 'suffisant' est donc illusoire. Un tel revenu ne peut-être 'suffisant' pour tous ou, du moins, il ne peut le demeurer durablement... Enfin en dernière instance , l'effet balancier assurant l'ajustement permanent du montant du revenu de citoyenneté en fonction du niveau d'activité économique permet ,si nécessaire de raviver l'incitation financière à travailler et d'enrayer toute baisse d'activité .* »

Rassurez vous, les riches n'auront pas à travailler plus pour rester riche; en maintenant les pauvres à la limite de la pauvreté, ils seront bien obligés de travailler; ce qui maintiendra l'activité capitaliste et les profits ... A quoi sert tout ce discours sur le TRAVAIL ,si c'est pour en arriver là ?

Comment peut-on considérer qu'une société est juste ,quand les uns naissent avec une fortune collée à la peau et les autres RIEN . Le mot prolétaire vient de cette situation; il signifie : la classe sociale qui ne sert qu'à faire des enfants pour la société. Faire des enfants et vendre leur force de travail à ceux qui possèdent les moyens de production .

Le mot « équitable » est une appréciation morale qui n'a rien de sérieux et de rigoureux; tout dépend du rapport de force qui préside à la négociation ou à l'échange que l'on va qualifier d'équitable . Un partage équitable n'est pas forcément un partage en parts égales , dans ce cas on dit un partage égalitaire . Un partage équitable fait entrer en jeu un rapport de force entre les différentes parties en présence . C'est ce que j'ai pu obtenir de mieux dans la situation où je me trouvais . Je produis du café , les multi nationales m'en proposent 10€ la tonne ; pour vivre moi et ma famille il faudrait que je le vende 200€ la tonne; un réseau commercial m'en propose 50€ la tonne et m'avance l'argent de la transaction ; c'est mieux que la première solution ,est ce que pour autant c'est juste ? Ce n'est pas juste ,c'est ce qui est possible et que les deux parties acceptent .

Économe ? Pour qui ? Une société économe où les uns disposent de plus de maisons qu'il n'y a d'individus dans la famille et où d'autres s'entassent à 5 dans un F2 ? Est ce que la notion « économe » consiste à demander le même effort aux riches et aux pauvres ? Qui doit être économe, l'individu que l'on culpabilise sur son comportement au quotidien, ou l'état qui gaspille des milliards dans l'entretien d'une armée et d'une police de guerre civile ?

Mais , dans tout cela , Mr Mylondo n'est pas neutre . La 4 ème de couverture nous apprend qu'il est cofondateur d'une société coopérative d'intérêt collectif spécialisé dans le commerce équitable local. Voilà une trouvaille qu'elle est belle ! Le commerce équitable .

Nous avons questionné les dictionnaires et les « sachants » autour de nous , pour découvrir ce que pouvait être le commerce équitable .

Équitable : (de équité 1517) qui a de l'équité .

Équité : Notion de la justice naturelle dans l'appréciation de ce qui est dû à chacun

Commerce : du point de vue économique : toute opération qui a pour objet la vente d'une marchandise ,d'une valeur, ou l'achat de celle-ci pour la revendre après l'avoir transformée ou non .

Qu'est-ce qu'un commerce qui ne serait pas équitable ? Un vol ? Une escroquerie ? Le principe de tout commerce étant de vendre et d'acheter selon la loi de l'offre et de la demande il ne peut exister qu'une sorte de commerce , celui qui tient compte du rapport de force entre les deux parties . Quant à la justice naturelle , est-ce la justice des hommes ou la justice d'un dieu qui ne nous a pas été présenté?

Mais nous sommes dans une société où il faut en permanence faire du neuf avec la vieille idéologie dominante . Il est de bon ton de faire du commerce équitable , du développement durable, de la démocratie participative, de la décroissance ou de la croissance soutenable, de l'exploitation acceptable, de l'écologie raisonnable, etc. ... L'intérêt de ce verbiage, c'est que nous pouvons le développer sans limites et réciproquement : une écologie équitable, un commerce durable, une exploitation participative, une démocratie raisonnable , une décroissance acceptable ,etc. ...

A notre connaissance, le commerce reste fondé sur le principe de l'achat et de la revente avec **bénéfices**. Quand il y a juste un échange entre deux parties, sans argent, c'est du **troc**. Et quand il y a distribution à sens unique c'est un **don** .

La même question se pose ,sur ce produit miracle que l'on nous présente comme le remède à la misère : **le micro-crédit** . C'est là encore une macro escroquerie , car le crédit reste le crédit, qu'il soit micro ou macro . Ce n'est pas la quantité des sommes en question qui change la nature de l'acte économique que l'on nomme crédit . A l'arrivée il y a toujours des bénéfices pour le prêteur .

Les formes d'organisation de la production et de la distribution , comme les coopératives de production , les coopératives ouvrières, les coopératives d'intérêt collectif , etc.... fonctionnent dans le contexte général du capitalisme . Elles ne remettent pas en question la domination financière du

capital sur le travail . Elles n'échappent pas aux exigences des banques et à la loi du marché mondial. Elles sont tolérées par le système économique parce qu'elles restent marginales et réintègrent le marché , puisqu'elles achètent et vendent sur ce marché .

Ce qu'il y a derrière tout cela n'est pas nouveau. C'est une des armes idéologiques du capitalisme qui consiste à dire qu'il est possible d'aménager de petits havres de paix et de bonheur dans un monde inhumain, que cela dépend de chacun, de la bonne volonté de chacun .

Un grand économiste français ,premier ministre, ne disait -il pas aux chômeurs qu'ils devaient créer leur entreprise, réglant ainsi la question du chômage . La politique libérale de la classe au pouvoir, ne va-t-elle pas dans le sens de faire de chaque salarié un petit patron aux ordres des grands « donneurs d'ordres » ? L'auto exploitation des artisans et commerçants, dépendant des banques et des gros donneurs d'ordres, n'en reste pas moins une exploitation de l'homme pauvre par l'homme riche .

Et si malgré tout cela, il existait la possibilité de se fabriquer un petit espace individuel, une cabane au fond du jardin ? Quelle pourrait être la réelle indépendance de ce privilégié , dans un environnement mortifère , avec OGM , pollution chimique, risques et pollutions nucléaires, déchets toxiques ,etc. ...

Ce n'est donc pas dans cette approche qu'il faut envisager de nous libérer de la dictature du travail et du capital .

CONCLUSION

Pour plus de la moitié de l'humanité, la question n'est pas de « perdre sa vie à la gagner », ça c'est un luxe de pays riches . Pour ces milliards d'individus, c'est perdre sa vie sans la gagner.

C'est pour cela que la décroissance ou pour nous la NON CROISSANCE, ne peut être que globale et s'appuyer sur une répartition des richesses mondiale, incompatible avec le capitalisme.

Nous savons par expérience , que le capitalisme ne partira pas de lui-même, et qu'il livrera bataille sur bataille pour conserver ses privilèges et ses richesses.

La lutte pour la NON CROISSANCE , passe par la lutte contre le capital. Toutes les tentatives d'aménager un système qui pille et pollue la planète ,sont vouées à l'échec .

S'il y a des propositions concrètes pour nos pays riches , elles sont d'ordre politique , et ne peuvent être séparées des mesures à prendre dans le reste du globe.

A titre indicatif ,voici quelques unes de ces propositions :

- Privilégier toutes les revendications d'ordre qualitatif
- Rendre visible la lutte pour la gratuité de tous les biens et services indispensables à la vie en société.
- Expliquer que l'État qui nous gouverne ,n'a rien à voir avec un état démocratique, puisqu'il défend les intérêts d'une classe minoritaire qui possède l'immense majorité des richesses.
- Faire campagne contre toutes les industries de la mort
- Faire campagne contre les industries de l'inutile et du gaspillage
- Proposer des règles simples du fonctionnement de la vie politique:
 - 1) élections à la proportionnelle intégrale
 - 2) Un mandat par élu , et non renouvelable avant une durée égale au mandat en cours
 - 3) Rétribution de tous les élus sur la base d'un salaire unique correspondant à ce que ces mêmes élus considèrent être nécessaire ,comme minimum vital ,pour les salariés de ce pays . A ce jour c'est le SMIC, qu'ils se l'appliquent à eux mêmes .
 - 4) Révocation immédiate de tout élu qui ne respecte pas le mandat sur lequel il a été élu
- Arrêt de toutes les subventions publiques à tous les organismes privés
- Arrêt des subventions aux églises de toutes natures ,et retour à l'usage public des bâtiments appartenant aux collectivités..

- Arrêt des financements sur fonds publics des partis politiques et des syndicats, ceux ci devant vivre de l'argent de leur adhérents .

Ce ne sont que quelques propositions pour stopper le pillage des biens communs par une poignée de profiteurs. Elles peuvent être comprises par l'ensemble de la population et rapidement mises en œuvre .

Camille Sardon
Pour Les Amis de l'Egalité Février 2009